

déraient uniquement comme un arrangement domestique désiré par les colonies et ne se doutèrent pas un seul instant des conséquences incalculables qu'aurait par la suite l'œuvre des hommes d'état coloniaux, assemblés à l'ombre du Palais de Westminster.

Cette pensée, Sir John A. Macdonald, l'homme le plus compétent en cette matière, l'exprima clairement vers la fin de sa vie. Ecrivant à un ami, le 18 juillet 1889, il lui dit :

“ La déclaration de toutes les provinces de l'A.B.N. qu'elles désiraient continuer à former partie de l'empire nonobstant leur union, tribut payé à la sagesse du gouvernement et à son traitement généreux, aurait dû faire époque dans l'histoire de l'Angleterre. Il en aurait probablement été ainsi si Lord Carnarvon qui, comme Ministre des Colonies, s'était assis au berceau de la nouvelle Puissance, avait conservé son poste. Sa démission, qui était un mauvais présage, mit à sa place le feu duc de Buckingham; celui-ci se faisait conseiller par Lord Monck, qui était dans ce temps-là notre Gouverneur Général; l'un et l'autre étaient de braves gens, mais leurs vues manquaient de profondeur. Ils n'attachèrent pas plus d'importance à l'union que s'il s'était agi d'unir deux ou trois paroisses d'Angleterre. Si la question avait été traitée avec l'ampleur qu'elle comportait, par exemple si le Canada unifié avait reçu le titre de royaume auxiliaire, ainsi que nous le proposons, je suis certain (presque) que les colonies australiennes, voyant cela, auraient demandé à être placés sur le même rang que “ Le Royaume du Canada.”

Il n'y a pas longtemps que ces paroles ont reçu une éclatante confirmation. Le 27 avril 1917, dans un discours prononcé au Guildhall, le premier ministre actuel de l'Angleterre s'exprimait ainsi :

“ Si, il y a cinquante ans, nous avions dirigé nos esprits, notre activité et notre influence vers ce but (le développement de l'empire) vos Dominions auraient aujourd'hui le double de la population qu'ils possèdent; nous aurions dirigé notre émigration vers eux, au lieu de la laisser aller dans d'autres pays. Et vous auriez attiré une virile population européenne.”

Toutefois, il est juste de dire à la décharge des hommes d'état britanniques de 1867 que, voici cinquante ans, la future grandeur des possessions d'outre-mer de la Grande-Bretagne n'était pas aussi facile à discerner qu'elle l'est actuellement pour M. Lloyd George ou qu'elle l'était en 1889 pour Sir John Macdonald. A l'époque de la Conférence de Londres, les hommes politiques des deux partis en Angleterre admettaient généralement que l'ultime destinée des colonies était l'indépendance et que les coloniaux s'empressaient de couper l'amarre qui les remorquait, aussitôt qu'ils se sentiraient en état de gouverner leur esquif. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux les considéraient comme un fardeau pour la métropole au lieu de voir leurs avantages. Il fallait être supérieurement doué pour prévoir en 1867, comme le firent nos hommes d'état canadiens, le magnifique avenir auquel est destiné le Canada.

Les maigres documents qui sont parvenus jusqu'à nous permettent d'en déduire que les délibérations de Londres ne connurent ni l'enthousiasme ni les discussions animées qui régnèrent à quelques-unes des séances de la Conférence de Québec. Evidemment, tous les délégués se rendaient compte que les bases essentielles et le principe de l'union avaient été réglés avant qu'ils ne se réunissent et ils se bornèrent à adhérer aussi étroitement que possible aux résolutions de Québec. L'une des additions les plus notables qui y furent faites se